

**Conseil économique et social**

Distr. générale
4 octobre 2010
Français
Original: anglais

Commission économique pour l'Europe

Organe exécutif de la Convention sur la pollution
atmosphérique transfrontière à longue distance

Vingt-huitième session

Genève, 13-17 décembre 2010

Point 7 de l'ordre du jour provisoire

Respect des obligations découlant des protocoles**Recommandations du Comité d'application adressées à
l'Organe exécutif concernant les obligations découlant des
protocoles****Table des matières**

| | <i>Page</i> |
|--|-------------|
| Recommandations..... | 3 |
| A. Projet de décision concernant le respect par la Grèce du Protocole relatif aux oxydes d'azote (réf. 2/02) | 4 |
| B. Projet de décision concernant le respect par l'Espagne du Protocole relatif aux oxydes d'azote (réf. 4/02)..... | 5 |
| C. Projet de décision concernant le respect par l'Espagne du Protocole relatif aux composés organiques volatils (Réf. 6/02)..... | 6 |
| D. Projet de décision concernant le respect par le Danemark du Protocole relatif aux polluants organiques persistants (réf. 1/06) | 8 |
| E. Projet de décision concernant le respect par Chypre du Protocole relatif aux oxydes d'azote (réf. 1/08)..... | 9 |
| F. Projet de décision concernant le respect par Chypre du Protocole relatif aux métaux lourds (cadmium) (réf. 1/10)..... | 10 |
| G. Projet de décision concernant le respect par Chypre du Protocole relatif aux métaux lourds (mercure) (réf. 8/10)..... | 11 |
| H. Projet de décision concernant le respect par l'Allemagne (5/10), la Croatie (7/10), l'Estonie (2/10), l'Italie (10/10) et la Lettonie (3/10 et 11/10) du Protocole relatif aux polluants organiques persistants | 12 |

| | | |
|----|--|----|
| I. | Respect par la Bulgarie, la Croatie, l'Espagne, l'Estonie, la Fédération de Russie, la Hongrie, l'Islande, le Portugal, la République tchèque, la Roumanie, le Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord et la Suisse de l'obligation qui leur incombe de rendre compte de leurs stratégies et politiques..... | 13 |
| J. | Projet de décision concernant le respect par l'Albanie, la France, l'Irlande, la Lituanie, Monaco et l'Union européenne de l'obligation qui leur incombe de rendre compte de leurs stratégies et politiques | 15 |
| K. | Projet de décision concernant le respect par la Grèce et la Lettonie de l'obligation qui leur incombe de rendre compte de leurs stratégies et politiques | 16 |
| L. | Projet de décision concernant le respect par la République de Moldova de ses obligations relatives à la communication d'informations | 17 |
| M. | Respect par l'Islande des obligations qui lui incombent de notifier les émissions | 18 |
| N. | Projet de décision concernant le respect par le Luxembourg de ses obligations relatives à la communication d'informations | 19 |

Recommandations

Conformément au paragraphe 9 de la décision 2006/2 de l'Organe exécutif relative à la structure et aux fonctions du Comité d'application, et suite à l'examen des progrès accomplis par certaines Parties dans le respect de leurs obligations en vertu des protocoles (ECE/EB.AIR/2010/2), mené à la demande de l'Organe exécutif à sa vingt-septième session en 2009, le Comité recommande que l'Organe exécutif adopte les projets de décision présentés ci-après.

A. Projet de décision concernant le respect par la Grèce du Protocole relatif aux oxydes d'azote¹ (réf. 2/02)

L'Organe exécutif,

Agissant en vertu du paragraphe 11 de la décision relative à la structure et aux fonctions du Comité d'application (décision 2006/2 de l'Organe exécutif),

1. *Rappelle* ses décisions 2002/6, 2003/5, 2004/7, 2005/4, 2006/5, 2007/3, 2008/3 et 2009/6;

2. *Prend note* du rapport du Comité d'application sur la suite donnée à la décision 2009/6 concernant le respect par la Grèce de ses obligations au titre du Protocole relatif aux oxydes d'azote, présenté sur la base des informations fournies par cette Partie à la vingt-septième session de l'Organe exécutif (ECE/EB.AIR/2010/2, par. 5 à 8), et notamment de la conclusion du Comité selon laquelle la Grèce ne satisfait pas à l'obligation de réduire les émissions, prévue dans le Protocole;

3. *Exprime sa déception grandissante* devant le manquement persistant de la Grèce à l'obligation qui lui incombe d'adopter et de mettre en œuvre des mesures efficaces pour maîtriser et/ou réduire ses émissions annuelles nationales afin que celles-ci ne dépassent pas ses émissions de 1987, et devant son absence persistante, depuis 1998, de conformité à l'obligation de réduire les émissions, prévue au paragraphe 1 de l'article 2 du Protocole relatif aux oxydes d'azote;

4. *Note avec inquiétude* que la Grèce n'a pas fourni au Comité d'application les informations répondant aux prescriptions énoncées au paragraphe 6 de la décision 2005/4 et réitérées au paragraphe 6 de la décision 2008/3 et au paragraphe 6 de la décision 2009/6;

5. *Engage à nouveau vivement* la Grèce à s'acquitter dans les meilleurs délais de l'obligation qui lui incombe au titre du paragraphe 1 de l'article 2 du Protocole et à adopter et mettre en œuvre de façon efficace les mesures nécessaires pour se conformer à ses obligations;

6. *Reconnaît* que la Grèce a invité le Comité à mener sa mission de collecte d'informations en novembre 2010;

7. *Prie* le Comité d'application de poursuivre l'analyse des conclusions de cette mission de collecte d'informations et invite la Grèce à fournir au Comité tout complément d'information qu'il juge nécessaire;

8. *Prie en outre* le Comité d'application d'examiner les progrès accomplis et le calendrier fixé par la Grèce et de lui faire rapport à ce sujet à sa vingt-neuvième session en 2011.

¹ Protocole de 1988 relatif à la lutte contre les émissions d'oxydes d'azote ou leurs flux transfrontières.

B. Projet de décision concernant le respect par l'Espagne du Protocole relatif aux oxydes d'azote (réf. 4/02)

L'Organe exécutif,

Agissant en vertu du paragraphe 11 de la décision relative à la structure et aux fonctions du Comité d'application (décision 2006/2 de l'Organe exécutif),

1. *Rappelle* ses décisions 2002/8, 2003/7, 2004/9, 2005/6, 2006/6, 2007/4, 2008/4 et 2009/7;

2. *Prend note* du rapport du Comité d'application sur la suite donnée à la décision 2009/7 concernant le respect par l'Espagne de ses obligations au titre du Protocole relatif aux oxydes d'azote, présenté sur la base des informations communiquées par cette Partie en mars et en juillet 2010 (ECE/EB.AIR/2010/2, par. 9 à 13) et notamment de la conclusion du Comité selon laquelle l'Espagne ne satisfait pas à l'obligation de réduire les émissions, prévue dans le Protocole;

3. *Exprime une fois de plus sa déception* devant le manquement persistant de l'Espagne à l'obligation de réduire les émissions, prévue au paragraphe 1 de l'article 2 du Protocole relatif aux oxydes d'azote;

4. *Engage à nouveau vivement* l'Espagne à s'acquitter dans les meilleurs délais de l'obligation qui lui incombe au titre du paragraphe 1 de l'article 2 du Protocole et à adopter et mettre en œuvre de façon efficace les mesures nécessaires pour se conformer à son obligation;

5. *Réitère* les demandes qu'il a adressées à l'Espagne aux paragraphes 5 et 7 de la décision 2005/6 de continuer à rendre compte chaque année des progrès accomplis pour se mettre en conformité et *réitère en outre* les demandes qu'il a adressées à l'Espagne de compléter le rapport de situation en fournissant les renseignements demandés au paragraphe 5 de la décision 2009/7.

6. *Décide* d'avertir l'Espagne que des mesures plus strictes seront envisagées par l'Organe exécutif à sa vingt-neuvième session sauf si, à sa vingt-huitième session, le Comité d'application se déclare convaincu que l'Espagne a fait des progrès suffisants pour se mettre en conformité avec ses obligations;

7. *Prie* le Comité d'application d'examiner les progrès accomplis et le calendrier fixé par l'Espagne, et de lui faire rapport à ce sujet à sa vingt-neuvième session en 2011.

C. **Projet de décision concernant le respect par l'Espagne du Protocole relatif aux composés organiques volatils² (réf. 6/02)**

L'Organe exécutif,

Agissant en vertu du paragraphe 11 de la décision relative à la structure et aux fonctions du Comité d'application (décision 2006/2 de l'Organe exécutif),

1. *Rappelle* ses décisions 2003/8, 2004/10, 2005/7, 2006/7, 2007/5, 2008/5 et 2009/8;

2. *Prend note* du rapport du Comité d'application sur la suite donnée à la décision 2009/8 concernant le respect par l'Espagne de ses obligations au titre du Protocole relatif aux composés organiques volatils, présenté sur la base des informations communiquées par cette Partie en mars et en juillet 2010 (ECE/EB.AIR/2010/2, par. 14 à 19) et notamment de la conclusion du Comité selon laquelle l'Espagne ne satisfait pas à l'obligation de réduire les émissions, prévue dans le Protocole;

3. *Exprime à nouveau sa déception grandissante* devant le manquement persistant de l'Espagne à l'obligation qui lui incombe d'adopter et de mettre en œuvre des mesures efficaces pour réduire ses émissions nationales annuelles d'au moins 30 % pour 1999, par rapport à l'année de référence 1988, et son absence persistante, depuis 1999, de conformité aux obligations qui lui incombent de réduire ses émissions prévues à l'alinéa a du paragraphe 2 de l'article 2 du Protocole;

4. *Engage à nouveau vivement* l'Espagne à s'acquitter dans les meilleurs délais de l'obligation qui lui incombe au titre de l'alinéa a du paragraphe 2 de l'article 2 du Protocole, et à adopter et mettre en œuvre de façon efficace les mesures nécessaires pour se conformer à son obligation;

5. *Réitère* les demandes qu'il a adressées à l'Espagne aux paragraphes 6 et 8 de la décision 2006/7 de continuer à rendre compte chaque année des progrès accomplis pour se mettre en conformité et réitère en outre les demandes qu'il a adressées à l'Espagne de compléter le rapport de situation en fournissant les renseignements demandés au paragraphe 5 de la décision 2009/8;

6. *Réitère* la demande qu'il a adressée au Secrétaire exécutif de la Commission économique pour l'Europe de porter cette grave question du manquement persistant et de longue date de l'Espagne à ses obligations à l'attention des Ministres espagnols des affaires étrangères et de l'environnement;

8. *Réitère également* les demandes qu'il a adressées au Secrétaire exécutif de fournir des informations détaillées sur les manquements de l'Espagne dans son rapport annuel au Comité des politiques de l'environnement et d'établir à ce sujet une note d'information détaillée dont une copie sera adressée à chacune des Parties au Protocole et qui sera publiée sur la page d'accueil du site de la Convention ainsi que dans le bulletin de la Commission;

² Protocole de 1991 relatif à la lutte contre les émissions des composés organiques volatils ou leurs flux transfrontières (Protocole de Genève).

9. *Demande* à l'Espagne de présenter en particulier, à la prochaine session annuelle de l'Organe exécutif, les renseignements supplémentaires demandés au paragraphe 5, et notamment les progrès accomplis dans la révision de son inventaire des émissions nationales ainsi que les travaux concernant les activités ou les secteurs d'activités pour lesquels il existe encore un potentiel de réduction supplémentaire des émissions;

10. *Prie* le Comité d'application d'examiner les progrès accomplis et le calendrier fixé par l'Espagne, et de lui faire rapport à ce sujet à sa vingt-neuvième session en 2011.

D. Projet de décision concernant le respect par le Danemark du Protocole relatif aux polluants organiques persistants (réf. 1/06)

L'Organe exécutif,

Agissant en vertu du paragraphe 11 de la décision relative à la structure et aux fonctions du Comité d'application (décision 2006/2 de l'Organe exécutif),

1. *Rappelle* ses décisions 2006/8, 2007/6, 2008/6 et 2009/9;
2. *Prend note* du rapport du Comité d'application sur la suite donnée à la décision 2009/9 concernant le respect par le Danemark de son obligation au titre de l'alinéa *a* du paragraphe 5 de l'article 3 du Protocole relatif aux polluants organiques persistants, présenté sur la base des informations communiquées par cette Partie en mars et en août 2010 (ECE/EB.AIR/2010/2, par. 20 à 25), et notamment de la conclusion du Comité selon laquelle le Danemark ne satisfait pas à l'obligation de réduire les émissions d'hydrocarbures aromatiques polycycliques;
3. *Reste préoccupé* par le manquement persistant du Danemark, en dépit des efforts déployés, à l'obligation qui lui incombe de réduire les émissions des hydrocarbures aromatiques polycycliques énumérés à l'annexe III du Protocole par rapport à leur niveau de 1990 en prenant des mesures efficaces conformément à l'alinéa *a* du paragraphe 5 de l'article 3 du Protocole;
4. *Engage* à nouveau le Danemark à accélérer la mise en œuvre des mesures envisagées et à étudier la question de savoir s'il ne pourrait pas prendre des mesures supplémentaires pour abréger la période pendant laquelle il compte ne pas pouvoir s'acquitter de l'obligation prévue par le Protocole;
5. *Demande* au Danemark de fournir au Comité d'application, par l'entremise du secrétariat et pour le 31 mars 2011 au plus tard, un rapport décrivant les mesures supplémentaires et plans en préparation afin qu'il considère si le paragraphe 7 de l'article 3 du Protocole peut ou non s'appliquer au Danemark;
6. *Prie* le Comité d'application d'examiner les progrès accomplis et le calendrier fixé par le Danemark, et de lui faire rapport à ce sujet à sa vingt-neuvième session en 2011.

E. Projet de décision concernant le respect par Chypre du Protocole relatif aux oxydes d'azote (réf. 1/08)

L'Organe exécutif,

Agissant en vertu du paragraphe 11 de la décision relative à la structure et aux fonctions du Comité d'application (décision 2006/2 de l'Organe exécutif),

1. *Rappelle* ses décisions 2008/7 et 2009/10;
2. *Prend note* du rapport du Comité d'application (ECE/EB.AIR/2010/2, par. 26 et 27) concernant le respect par Chypre des dispositions du paragraphe 1 de l'article 2 du Protocole relatif aux oxydes d'azote, qui fait suite à la communication du secrétariat conformément au paragraphe 5 de la décision relative à la structure et aux fonctions du Comité d'application, et en particulier à la conclusion du Comité selon laquelle Chypre ne satisfait pas à l'obligation de réduire les émissions, prévue dans le Protocole;
3. *Exprime sa déception* devant le manquement de Chypre à l'obligation qui lui incombe de prendre des mesures efficaces pour maîtriser et/ou réduire ses émissions annuelles nationales afin que celles-ci ne soient pas supérieures aux émissions de 1987, conformément au paragraphe 1 de l'article 2 du Protocole;
4. *Note avec préoccupation* que Chypre ne compte pas parvenir à respecter cette obligation avant 2014, soit une année plus tard que celle qu'il avait prévue en 2009;
5. *Engage* Chypre à s'acquitter dans les meilleurs délais de l'obligation qui lui incombe au titre du Protocole;
6. *Demande* à Chypre de fournir au Comité d'application, par l'entremise du secrétariat et pour le 31 mars 2011 au plus tard, un rapport qui décrive les progrès accomplis pour se mettre en conformité en fixant un calendrier actualisé qui précise l'année à laquelle elle compte être en conformité, en actualisant la liste des mesures spécifiques qu'elle aura prises ou programmées pour réduire ses émissions comme elle y est tenue au titre du Protocole et en indiquant les effets escomptés de chacune de ces mesures sur ses émissions d'oxydes d'azote chaque année jusqu'à l'année où elle prévoit d'être en conformité, y compris celle-ci;
7. *Prie* le Comité d'application d'examiner les progrès accomplis et le calendrier fixé par Chypre, et de lui faire rapport à ce sujet à sa vingt-neuvième session, en 2011.

F. Projet de décision concernant le respect par Chypre du Protocole relatif aux métaux lourds (cadmium) (réf. 1/10)

L'Organe exécutif,

Agissant en vertu du paragraphe 11 de la décision relative à la structure et aux fonctions du Comité d'application (décision 2006/2 de l'Organe exécutif),

1. *Prend note* du rapport du Comité d'application (ECE/EB.AIR/2010/2, par. 30 à 33) concernant le respect par Chypre des dispositions du paragraphe 1 de l'article 3 du Protocole relatif aux métaux lourds, qui fait suite à la communication du secrétariat conformément au paragraphe 5 de la décision relative à la structure et aux fonctions du Comité d'application, et en particulier à la conclusion du Comité selon laquelle Chypre ne satisfait pas à l'obligation de réduire les émissions, prévue dans le Protocole;

2. *Se déclare préoccupé* par le manquement de Chypre à l'obligation qui lui incombe de prendre des mesures efficaces pour maîtriser et/ou réduire ses émissions annuelles nationales afin que celles-ci ne soient pas supérieures aux émissions de 1990, conformément au paragraphe 1 de l'article 3 du Protocole;

3. *Note avec préoccupation* que Chypre ne compte pas parvenir à respecter cette obligation avant 2014;

4. *Engage* Chypre à s'acquitter dans les meilleurs délais de l'obligation qui lui incombe au titre du Protocole;

5. *Demande* à Chypre de fournir au Comité d'application, par l'entremise du secrétariat et pour le 31 mars 2011 au plus tard, un rapport qui décrive les progrès accomplis pour se mettre en conformité en fixant un calendrier actualisé qui précise l'année à laquelle elle compte être en conformité, en actualisant la liste des mesures spécifiques qu'elle aura prises ou programmées pour réduire ses émissions comme elle y est tenue au titre du Protocole et en indiquant les effets escomptés de chacune de ces mesures sur ses émissions de cadmium chaque année jusqu'à l'année où elle prévoit d'être en conformité, y compris celle-ci;

6. *Prie* le Comité d'application d'examiner les progrès accomplis et le calendrier fixé par Chypre, et de lui faire rapport à ce sujet à sa vingt-neuvième session en 2011.

G. Projet de décision concernant le respect par Chypre du Protocole relatif aux métaux lourds (mercure) (réf. 8/10)

L'Organe exécutif,

Agissant en vertu du paragraphe 11 de la décision relative à la structure et aux fonctions du Comité d'application (décision 2006/2 de l'Organe exécutif),

1. *Prend note* du rapport du Comité d'application (ECE/EB.AIR/2010/2, par. 45 à 47) concernant le respect par Chypre des dispositions du paragraphe 1 de l'article 3 du Protocole relatif aux métaux lourds, qui fait suite à la communication du secrétariat conformément au paragraphe 5 de la décision relative à la structure et aux fonctions du Comité d'application, et en particulier à la conclusion du Comité selon laquelle Chypre ne satisfait pas à l'obligation de réduire les émissions, prévue dans le Protocole;

2. *Se déclare préoccupé* par le manquement de Chypre à l'obligation qui lui incombe de prendre des mesures efficaces pour maîtriser et/ou réduire ses émissions annuelles nationales afin que celles-ci ne soient pas supérieures aux émissions de 1990, conformément au paragraphe 1 de l'article 3 du Protocole;

3. *Note avec préoccupation* que Chypre ne compte pas parvenir à respecter cette obligation avant 2011;

4. *Demande* à Chypre de fournir au Comité d'application, par l'entremise du secrétariat et pour le 31 mars 2011 au plus tard, un rapport décrivant les progrès accomplis pour se mettre en conformité en 2011 au plus tard;

5. *Prie* le Comité d'application d'examiner les progrès accomplis par Chypre, et de lui faire rapport à ce sujet à sa vingt-neuvième session en 2011.

H. **Projet de décision concernant le respect par l'Allemagne (5/10), la Croatie (7/10), l'Estonie (2/10), l'Italie (10/10) et la Lettonie (3/10 et 11/10) du Protocole relatif aux polluants organiques persistants**

L'Organe exécutif,

Agissant en vertu du paragraphe 11 de la décision relative à la structure et aux fonctions du Comité d'application (décision 2006/2 de l'Organe exécutif),

1. *Prend note* du rapport du Comité d'application (ECE/EB.AIR/2010/2, par. 34 à 44) concernant le respect par l'Allemagne, la Croatie, l'Estonie, l'Italie et la Lettonie des dispositions de l'alinéa *a* du paragraphe 5 de l'article 3 du Protocole relatif aux polluants organiques persistants, qui fait suite aux communications du secrétariat conformément au paragraphe 5 de la décision relative à la structure et aux fonctions du Comité d'application;

2. *Se déclare préoccupé* par le manquement éventuel de ces Parties aux obligations qui leur incombent de réduire leurs émissions;

3. *Se déclare également préoccupé* par l'incertitude concernant les coefficients d'émission appropriés pour rendre compte des émissions de polluants organiques persistants, spécialement, mais pas exclusivement, dans le secteur de la combustion dans les foyers domestiques;

4. *Demande* à l'Allemagne, la Croatie, l'Estonie, l'Italie et la Lettonie de fournir au Comité d'application, par l'entremise du secrétariat et pour le 31 mars 2011 au plus tard, des informations détaillées indiquant les coefficients d'émission utilisés pour notifier leurs émissions de polluants organiques persistants telles qu'elles ressortent des communications du secrétariat, la base de calcul de ces coefficients d'émission ainsi que l'état d'avancement et le détail de toute activité en vue d'établir de nouveaux coefficients d'émission;

5. *Demande également* à l'Allemagne, la Croatie, l'Estonie, l'Italie et la Lettonie de mettre à jour leurs notifications des émissions s'il y a lieu à la suite de l'établissement de nouveaux coefficients d'émission;

6. *Demande* au secrétariat d'inviter les autres Parties au Protocole relatif aux polluants organiques persistants de fournir au Comité d'application, pour le 31 mars 2011 au plus tard, des informations sur l'établissement et l'utilisation des coefficients d'émission pour l'hexachlorobenzène, les hydrocarbures aromatiques polycycliques et les dioxines/furanes provenant de la combustion dans les foyers domestiques;

7. *Charge* le Comité directeur du Programme concerté de surveillance continue et d'évaluation du transport à longue distance des polluants atmosphériques en Europe (EMEP), conformément à l'alinéa *c* du paragraphe 3 de la décision 2006/2, de prêter son concours au Comité d'application, si celui-ci le lui demande, aux fins de l'examen des notifications des données relatives aux polluants organiques persistants et des informations reçues des Parties;

8. *Prie* le Comité d'application d'examiner les cas de non-respect éventuel à la lumière des informations fournies et de lui faire rapport à ce sujet à sa vingt-neuvième session en 2011.

I. Respect par la Bulgarie, la Croatie, l'Espagne, l'Estonie, la Fédération de Russie, la Hongrie, l'Islande, le Portugal, la République tchèque, la Roumanie, le Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord et la Suisse de l'obligation qui leur incombe de rendre compte de leurs stratégies et politiques

L'Organe exécutif,

Agissant en vertu du paragraphe 11 de la décision relative à la structure et aux fonctions du Comité d'application (décision 2006/2 de l'Organe exécutif),

1. *Prend note* du treizième rapport du Comité d'application concernant le respect, par les Parties, de l'obligation qui leur incombe de rendre compte de leurs stratégies et politiques visant à réduire la pollution atmosphérique (ECE/EB.AIR/2010/2, par. 102 à 111 et tableau 8 du document informel 2);

2. *Note* que la Bulgarie, la Croatie, l'Espagne, l'Estonie, la Fédération de Russie, la Hongrie, l'Islande, le Portugal, la République tchèque, la Roumanie, le Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord et la Suisse ont répondu au questionnaire de 2010 mais que leurs réponses n'étaient pas complètes et que ces Parties n'ont donc pas encore pleinement satisfait à l'obligation qui leur incombe de rendre compte de leurs stratégies et politiques;

3. *Prie instamment:*

a) La Bulgarie de compléter ses réponses au questionnaire de 2010 en ce qui concerne le Protocole relatif aux oxydes d'azote, le Protocole relatif aux composés organiques volatils, le Protocole de 1994 relatif à une nouvelle réduction des émissions de soufre et le Protocole de Göteborg de 1999 relatif à la réduction de l'acidification, de l'eutrophisation et de l'ozone troposphérique (Protocole de Göteborg), sans tarder et pour le 28 février 2011 au plus tard, afin de se conformer à ses obligations relatives à la communication d'informations;

b) La Croatie de compléter ses réponses au questionnaire de 2010 en ce qui concerne le Protocole de Göteborg, sans tarder et pour le 28 février 2011 au plus tard, afin de se conformer à ses obligations relatives à la communication d'informations;

c) La République tchèque de compléter ses réponses au questionnaire de 2010 en ce qui concerne le Protocole de 1994 relatif au soufre, le Protocole relatif aux polluants organiques persistants, le Protocole relatif aux métaux lourds et le Protocole de Göteborg, sans tarder et pour le 28 février 2011 au plus tard, afin de se conformer à ses obligations relatives à la communication d'informations;

d) L'Estonie de compléter ses réponses au questionnaire de 2010 en ce qui concerne le Protocole de 1988 relatif aux oxydes d'azote, sans tarder et pour le 28 février 2011 au plus tard, afin de se conformer à ses obligations relatives à la communication d'informations;

e) La Hongrie de compléter ses réponses au questionnaire de 2010 en ce qui concerne le Protocole de Göteborg, sans tarder et pour le 28 février 2011 au plus tard, afin de se conformer à ses obligations relatives à la communication d'informations;

f) L'Islande de compléter ses réponses au questionnaire de 2010 en ce qui concerne le Protocole relatif aux polluants organiques persistants, sans tarder et pour le 28 février 2011 au plus tard, afin de se conformer à ses obligations relatives à la communication d'informations;

g) Le Portugal de compléter ses réponses au questionnaire de 2010 en ce qui concerne le Protocole de Göteborg, sans tarder et pour le 28 février 2011 au plus tard, afin de se conformer à ses obligations relatives à la communication d'informations;

h) La Roumanie de compléter ses réponses au questionnaire de 2010 en ce qui concerne le Protocole relatif aux polluants organiques persistants, le Protocole relatif aux métaux lourds et le Protocole de Göteborg, sans tarder et pour le 28 février 2011 au plus tard, afin de se conformer à ses obligations relatives à la communication d'informations;

i) La Fédération de Russie de compléter ses réponses au questionnaire de 2010 en ce qui concerne le Protocole relatif aux oxydes d'azote, sans tarder et pour le 28 février 2011 au plus tard, afin de se conformer à ses obligations relatives à la communication d'informations;

j) L'Espagne de compléter ses réponses au questionnaire de 2010 en ce qui concerne le Protocole de Göteborg, sans tarder et pour le 28 février 2011 au plus tard, afin de se conformer à ses obligations relatives à la communication d'informations;

k) La Suisse de compléter ses réponses au questionnaire de 2010 en ce qui concerne le Protocole de Göteborg, sans tarder et pour le 28 février 2011 au plus tard, afin de se conformer à ses obligations relatives à la communication d'informations;

l) Le Royaume-Uni de compléter ses réponses au questionnaire de 2010 en ce qui concerne le Protocole relatif aux oxydes d'azote, le Protocole relatif aux composés organiques volatils, le Protocole de 1994 relatif au soufre, le Protocole relatif aux métaux lourds, le Protocole relatif aux polluants organiques persistants et le Protocole de Göteborg, sans tarder et pour le 28 février 2011 au plus tard, afin de se conformer à ses obligations relatives à la communication d'informations;

4. *Rappelle* à toutes les Parties qu'il importe non seulement qu'elles rendent pleinement compte de leurs stratégies et politiques, comme elles en ont l'obligation au titre des protocoles, mais aussi qu'elles soumettent leurs rapports en temps voulu;

5. *Prie* le Comité d'application d'examiner les progrès accomplis par les Parties susmentionnées pour se conformer à leurs obligations de rendre compte de leurs stratégies et politiques et de lui faire rapport à ce sujet à sa vingt-neuvième session en 2011.

J. Projet de décision concernant le respect par l'Albanie, la France, l'Irlande, la Lituanie, Monaco et l'Union européenne de l'obligation qui leur incombe de rendre compte de leurs stratégies et politiques

L'Organe exécutif,

Agissant en vertu du paragraphe 11 de la décision relative à la structure et aux fonctions du Comité d'application (décision 2006/2 de l'Organe exécutif),

1. *Prend note* du treizième rapport du Comité d'application concernant le respect, par les Parties, de l'obligation qui leur incombe de rendre compte de leurs stratégies et politiques visant à réduire la pollution atmosphérique (ECE/EB.AIR/2010/2, par. 102 à 111 et tableau 8 du document informel 2);

2. *Note avec regret* que l'Albanie, la France, l'Irlande, la Lituanie, Monaco et l'Union européenne n'ont pas répondu au questionnaire de 2010 et n'ont donc pas satisfait à l'obligation qui leur incombe de rendre compte de leurs stratégies et politiques pour 2010;

3. *Prie instamment* l'Albanie, la France, l'Irlande, la Lituanie, Monaco et l'Union européenne de fournir des réponses au questionnaire de 2010, sans tarder et pour le 28 février 2011 au plus tard, afin de se conformer à leurs obligations relatives à la communication d'informations;

4. *Rappelle* à toutes les Parties qu'il importe non seulement qu'elles rendent pleinement compte de leurs stratégies et politiques, comme elles en ont l'obligation au titre des protocoles, mais aussi qu'elles soumettent leurs rapports en temps voulu;

5. *Prie* le Comité d'application d'examiner les progrès accomplis par les Parties susmentionnées pour se conformer à leurs obligations de rendre compte de leurs stratégies et politiques et de lui faire rapport à ce sujet à sa vingt-neuvième session en 2011.

K. Projet de décision concernant le respect par la Grèce et la Lettonie de l'obligation qui leur incombe de rendre compte de leurs stratégies et politiques

L'Organe exécutif,

Agissant en vertu du paragraphe 11 de la décision relative à la structure et aux fonctions du Comité d'application (décision 2006/2 de l'Organe exécutif),

1. *Rappelle* sa décision 2008/13;
2. *Prend note* du treizième rapport du Comité d'application concernant le respect, par les Parties, de l'obligation qui leur incombe de rendre compte de leurs stratégies et politiques visant à réduire la pollution atmosphérique (ECE/EB.AIR/2010/2, par. 102 à 111 et tableau 8 du document informel 1);
3. *Exprime son inquiétude* devant le fait que la Grèce et la Lettonie n'ont pas, pendant trois cycles consécutifs de notification, fourni de réponses au questionnaire relatif aux stratégies et aux politiques;
4. *Presse* la Grèce et la Lettonie de fournir des réponses au questionnaire de 2010, sans tarder et pour le 28 février 2011 au plus tard, afin de se conformer à leurs obligations relatives à la communication d'informations;
5. *Rappelle* aux deux Parties qu'il importe non seulement qu'elles rendent pleinement compte de leurs stratégies et politiques, comme elles en ont l'obligation au titre des protocoles, mais aussi qu'elles soumettent leurs rapports en temps voulu;
6. *Prie* le Comité d'application d'examiner les progrès accomplis par les Parties susmentionnées pour se conformer à leurs obligations de rendre compte de leurs stratégies et politiques et de lui faire rapport à ce sujet à sa vingt-neuvième session en 2011.

L. Projet de décision concernant le respect par la République de Moldova de ses obligations relatives à la communication d'informations

L'Organe exécutif,

Agissant en vertu du paragraphe 11 de la décision relative à la structure et aux fonctions du Comité d'application (décision 2006/2 de l'Organe exécutif),

1. *Rappelle* ses décisions 2008/11, 2008/15 et 2009/12;
2. *Prend note* du treizième rapport du Comité d'application concernant le respect, par les Parties, des obligations qui leur incombent de communiquer des données sur les émissions au titre des protocoles, compte tenu des informations fournies par le Programme concerté de surveillance continue et d'évaluation du transport à longue distance des polluants atmosphériques en Europe (ECE/EB.AIR/2010/2, par. 75 à 101 et tableaux 1 à 7 du document informel 2);
3. *Prend note également* du treizième rapport du Comité d'application concernant le respect par les Parties de l'obligation qui leur incombe de rendre compte de leurs stratégies et politiques (ECE/EB.AIR/2010/2, par. 102 à 111 et tableau 8 du document informel 2);
4. *Regrette à nouveau* que la République de Moldova n'ait pas encore communiqué de données annuelles d'émission pour 2007 ni de données maillées pour 2005 au titre du Protocole relatif aux polluants organiques persistants et du Protocole relatif aux métaux lourds;
5. *Regrette également* que la République de Moldova n'ait pas donné suite à la demande formulée dans la décision 2009/12, à savoir apporter des réponses au questionnaire de 2010 relatif aux stratégies et politiques, et qu'elle ait ainsi manqué à son obligation de rendre compte des stratégies et politiques pour un deuxième cycle consécutif de notification;
6. *Prie instamment* la République de Moldova de communiquer sans tarder les données annuelles manquantes pour 2007 et les données maillées pour 2005 au titre du Protocole relatif aux polluants organiques persistants et du Protocole relatif aux métaux lourds;
7. *Presse également* la République de Moldova de fournir des réponses au questionnaire de 2010 relatif aux stratégies et politiques, sans tarder et pour le 28 février 2011 au plus tard;
8. *Rappelle* à la République de Moldova qu'il importe non seulement qu'elle s'acquitte pleinement des obligations de notification qui lui incombent au titre des protocoles, mais aussi qu'elle soumette ses données et rapports définitifs et complets en temps voulu;
9. *Prie* le Comité d'application d'examiner les progrès accomplis par la République de Moldova pour se conformer à ses obligations relatives à la communication d'informations, et de lui faire rapport à ce sujet à sa vingt-neuvième session en 2011.

M. Respect par l'Islande des obligations qui lui incombent de notifier les émissions

L'Organe exécutif,

Agissant en vertu du paragraphe 11 de la décision relative à la structure et aux fonctions du Comité d'application (décision 2006/2 de l'Organe exécutif),

1. *Rappelle* ses décisions 2008/11 et 2009/11;
2. *Prend note* du treizième rapport du Comité d'application concernant le respect par les Parties des obligations qui leur incombent de communiquer des données sur leurs émissions au titre des protocoles à la Convention, compte tenu des informations fournies par le Programme concerté de surveillance continue et d'évaluation du transport à longue distance des polluants atmosphériques en Europe (ECE/EB.AIR/2010/2, par. 75 à 101 et tableaux 1 à 7 du document informel 2);
3. *Regrette à nouveau* que l'Islande n'ait pas encore communiqué de données maillées pour 2005 concernant les dioxines/furanes et les hydrocarbures aromatiques polycycliques au titre du Protocole relatif aux polluants organiques persistants;
4. *Prie instamment* l'Islande de communiquer sans tarder les données maillées manquantes pour 2005 au titre du Protocole relatif aux polluants organiques persistants;
5. *Rappelle* à l'Islande qu'il importe non seulement qu'elle s'acquitte pleinement des obligations de notification des émissions qui lui incombent au titre du Protocole relatif aux polluants organiques persistants, mais aussi qu'elle soumette ses données définitives et complètes en temps voulu;
6. *Prie* le Comité d'application d'examiner les progrès accomplis par l'Islande pour se conformer à ses obligations de notification des émissions, et de lui faire rapport à ce sujet à sa vingt-neuvième session en 2011.

N. **Projet de décision concernant le respect par le Luxembourg de ses obligations relatives à la communication d'informations**

L'Organe exécutif de la Convention sur la pollution atmosphérique transfrontière à longue distance,

Agissant en vertu du paragraphe 11 de la décision relative à la structure et aux fonctions du Comité d'application (décision 2006/2 de l'Organe exécutif),

1. *Rappelle* ses décisions 2008/9, 2008/12 et 2009/13;
2. *Prend note* du treizième rapport du Comité d'application concernant le respect par les Parties des obligations qui leur incombent de communiquer des données sur leurs émissions au titre des protocoles à la Convention, compte tenu des informations fournies par le Programme concerté de surveillance continue et d'évaluation du transport à longue distance des polluants atmosphériques en Europe (ECE/EB.AIR/2010/2, par. 75 à 101 et tableaux 1 à 7 du document informel 2);
3. *Prend note également* du treizième rapport du Comité d'application concernant le respect par les Parties de l'obligation qui leur incombe de rendre compte de leurs stratégies et politiques (ECE/EB.AIR/2010/2, par. 102 à 111 et tableau 8 du document informel 2);
4. *Regrette à nouveau* que le Luxembourg n'ait pas encore communiqué ses données maillées manquantes pour 2000 et 2005 au titre du Protocole de 1994 relatif au soufre et ses données manquantes pour 2005 au titre du Protocole relatif aux polluants organiques persistants, au Protocole relatif aux métaux lourds et au Protocole de Göteborg;
5. *Regrette* que le Luxembourg n'ait pas non plus communiqué de données annuelles d'émission pour 2008 au titre de tous les protocoles auxquels il est Partie;
6. *Se déclare très préoccupé* par le fait que le Luxembourg n'a pas fourni de réponses au questionnaire de 2010 relatif aux stratégies et politiques et qu'il a ainsi manqué à son obligation de rendre compte des stratégies et politiques pour le quatrième cycle consécutif de notification;
7. *Prie instamment* le Luxembourg de fournir de toute urgence:
 - a) Ses données maillées manquantes pour 2000 et 2005 au titre du Protocole de 1994 relatif au soufre et ses données manquantes pour 2005 au titre du Protocole relatif aux polluants organiques persistants, du Protocole relatif aux métaux lourds et du Protocole de Göteborg; et
 - b) Les données annuelles pour 2008 au titre de tous les protocoles auxquels il est Partie;
8. *Presse également* le Luxembourg de fournir des réponses au questionnaire de 2010 relatif aux stratégies et politiques, sans tarder et pour le 28 février 2011 au plus tard;
9. *Prie* le Secrétaire exécutif de la Commission économique pour l'Europe de porter cette grave question du manquement persistant et de longue date du Luxembourg à son obligation de rendre compte de ses stratégies et politiques à l'attention des Ministres luxembourgeois des affaires étrangères et de l'environnement;

10. *Rappelle* au Luxembourg qu'il importe non seulement qu'il s'acquitte pleinement des obligations de notification des émissions qui lui incombent au titre des protocoles, mais aussi qu'il soumette ses données et rapports définitifs et complets en temps voulu;

11. *Prie* le Comité d'application d'examiner les progrès accomplis par le Luxembourg pour se conformer à ses obligations relatives à la communication d'informations et de lui faire rapport à ce sujet à sa vingt-neuvième session en 2011.
